Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains et norme en matière de renseignements et de communication accessibles

Séance d’information à l’intention des établissements d’apprentissage et de garde d’enfants

Division de l’apprentissage et de la garde de la petite enfance
Ministère de l’Éducation et de l’Apprentissage de la petite enfance

Le jeudi 16 janvier 2025

Manitoba

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur les territoires visés par les traités 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 10 ainsi que sur les terres ancestrales des peuples anishinaabe, anishininewuk, dakota oyate, denesuline, ininiwak et nehethowuk.

Nous reconnaissons que le Manitoba se situe sur le territoire des Métis de la rivière Rouge. Nous reconnaissons que le nord du Manitoba comprend des terres qui étaient et sont toujours les terres ancestrales des Inuits.

Nous respectons l'esprit et l'objectif des traités et de la conclusion de ces derniers. Nous restons déterminés à travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis dans un esprit de vérité, de réconciliation et de collaboration.



Manitoba

- Norme en matière de renseignements et de communication accessibles

Présentation par : Monika Bonsor, Secrétariat chargé de l'observation des dispositions sur l'accessibilité pour les Manitobains

  - Dispositions législatives : Aperçu de l'objet
  - Qui doit s'y conformer
  - Domaines de conformité obligatoire
  - Surveillance de la conformité
  - Ressource/financement
  - Coordonnées

- Questions

Manitoba

Orientation opérationnelle – Norme en matière de renseignements et de communication accessibles (19 décembre 2024) :

Accès à la circulaire, à la foire aux questions et aux documents du webinaire : www.manitoba.ca/education/childcare/childcare_news/current_circulars.fr.html

Questions générales sur l'apprentissage et la garde de la petite enfance :

Consultez le www.manitoba.ca/education/childcare/index.fr.html.

Manitoba

Règlement sur la norme en matière de renseignements et de communication accessibles

Présentation aux centres d'apprentissage
et de garde d'enfants

Le 16 janvier 2025

Cette présentation est aussi offerte en médias substituts. Renseignements additionnels : 204 792-0263 ou accessibilitycompliance@gov.mb.ca.

Manitoba

Avis de non-responsabilité

À noter : Les exigences en matière d'accessibilité peuvent changer selon l'adoption et la modification des normes d'accessibilité (Règlement). Les renseignements contenus dans cette présentation viennent appuyer l'application de la Loi sur l'accessibilité pour les Manitobains et de ses normes, et **ne constituent pas un avis juridique**. Pour plus de certitude, il convient de se reporter directement à la Loi et aux Règlements.

Aperçu

1. Tour d’horizon de la Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains
2. Au sujet du Secrétariat chargé de l’observation des dispositions sur l’accessibilité
3. Exigences du Règlement sur la norme en matière de renseignements et de communication accessibles
4. Ressources pour soutenir la conformité



Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains

- Montre comment reconnaître, éliminer et prévenir les barrières auxquelles se heurtent des Manitobains
- Une barrière est tout élément qui nuit à la participation pleine et égale dans la société des personnes ayant des déficiences
- Fournit un cadre législatif pour l’élaboration de normes d’accessibilité
- S’appuie sur les principes du Code des droits de la personne du Manitoba

Règlements sur les normes d’accessibilité

Service à la clientèle

Emploi

Renseignements et communication

Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains

Transport

Conception des espaces publics extérieurs

Secrétariat chargé de l'observation des dispositions sur l'accessibilité



- Favorise la conformité avec la Loi sur l'accessibilité pour les Manitobains et ses normes réglementées
- Procède à des examens et à des inspections pour surveiller la conformité dans les secteurs privés, sans but lucratif et public
- Enquête sur les plaintes en matière d'accessibilité
- Assure la conformité au moyen de l'information, de la collaboration et de sanctions
- Un cadre de conformité avec les normes d'accessibilité décrit les différentes étapes du processus de conformité

Cadre de conformité

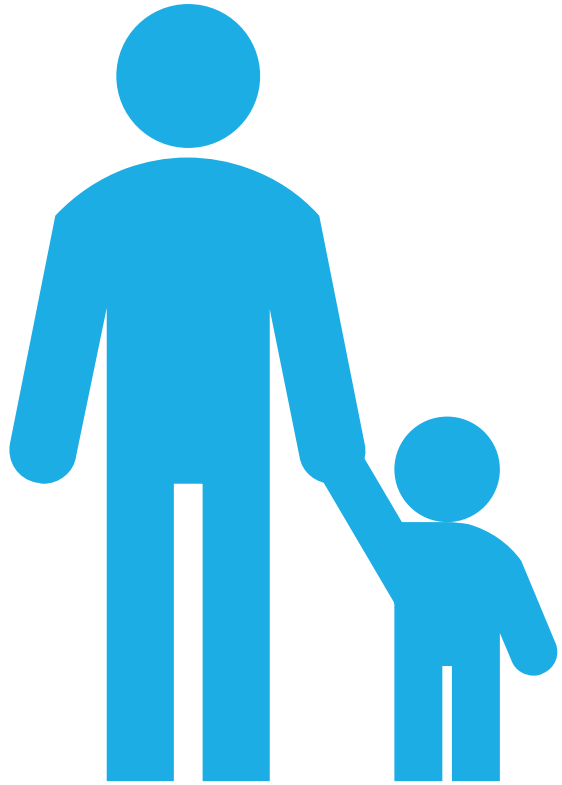
- Une approche progressive à l'égard de la conformité visant à réduire le recours à des mesures d'exécution punitives
- Si un organisme est jugé non conforme, la première étape consiste à assurer la conformité de l'organisme par l'éducation
- L'assurance de la conformité par l'éducation signifie soutenir les organismes des manières les plus efficaces pour encourager et favoriser la conformité avec les dispositions législatives sur l'accessibilité
- Les sanctions, comme les ordonnances écrites et les amendes, constituent un dernier recours

Norme en matière de renseignements et de communication accessibles

- La troisième norme d'accessibilité réglementée en vertu de la Loi sur l'accessibilité pour les Manitobains
- Exige que les organismes manitobains créent et mettent en œuvre des politiques, des pratiques et des mesures visant à reconnaître, à prévenir et à éliminer les barrières en matière de renseignements et de communication
- Ces mesures peuvent comprendre le recours à des formats accessibles et à des aides à la communication

Le personnel, les membres du conseil et les bénévoles des établissements d'apprentissage et de garde d'enfants qui assument les fonctions suivantes sont tenus de respecter les exigences en matière de conformité. Les personnes qui :

- communiquent avec le public ou les intervenants au nom de l'établissement d'apprentissage et de garde d'enfants;
- tiennent à jour le site Web de l'établissement et son contenu;
- achètent ou acquièrent des technologies de l'information;
- élaborent et mettent en œuvre les politiques, les pratiques et les procédures de l'établissement.



Échéance de conformité

- Les organismes du secteur de l’apprentissage et de la garde de la petite enfance ayant au moins un employé (y compris le personnel occasionnel) doivent être conformes au plus tard le **1er mai 2025**
- Ceux-ci comprennent les centres d’apprentissage et de garde d’enfants, les prématernelles et les garderies familiales ou collectives à but lucratif ou sans but lucratif

Formats accessibles

Permettent de fournir l'information de manière accessible aux personnes handicapées par des obstacles. Aussi appelés des médias substituts.

Exemples :

- Gros caractères
- Braille
- Langage clair
- Enregistrements audio
- Lisible au moyen d'un lecteur d'écran
- Transcription textuelle de contenu audio ou visuel



Aides à la communication

Facilitent la communication entre deux personnes ou plus et aident les organismes à communiquer efficacement avec un large public.

Exemples :

- Services d'interprétation gestuelle (langue des signes)
- Technologie de lecture d'écran
- Sous-titrage
- Service de relais vidéo
- Technologie adaptée ou d'assistance



Exigences générales de la norme en matière de renseignements et de communication accessibles : diapositive 1



1. Informer leurs employés et le public que les renseignements seront fournis, sur demande, en format accessible ou au moyen d’une aide à la communication



2. À la réception d’une demande, consulter la personne qui a fait la demande afin de convenir du format ou de l’aide qui permettrait d’éliminer la barrière en cause

Exigences générales de la norme en matière de renseignements et de communication accessibles : diapositive 2



3. Fournir les renseignements de la façon convenue sans délai

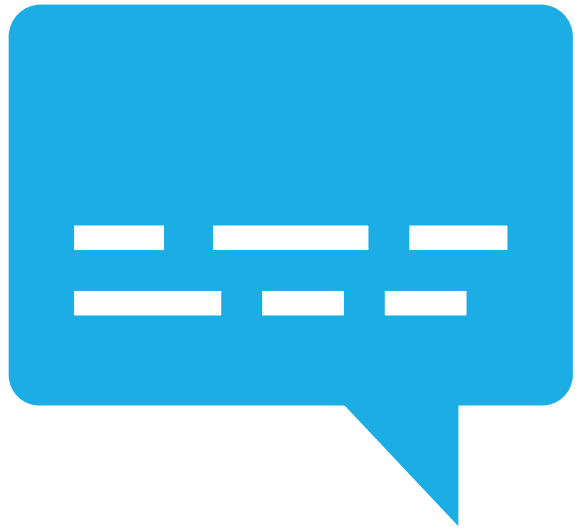


4. Ne pas imposer de frais pour que la communication s’effectue dans un format accessible ou au moyen d’une aide à la communication

Communication d’observations

L’organisme doit :

- recevoir des observations, notamment des plaintes sur les renseignements et la communication accessibles, et y répondre;
- documenter les mesures prises en réponse aux observations et rendre cette documentation disponible sur demande.



Exceptions : Diapositive 1



1. Il est techniquement impossible de fournir les renseignements en format accessible ou au moyen d’une aide à la communication

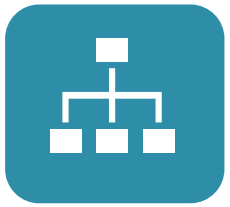


2. La technologie requise pour fournir les renseignements en format accessible ou au moyen d’une aide à la communication n’est pas facilement disponible



3. La fourniture des renseignements en format accessible ou au moyen d’une aide à la communication causerait un préjudice indu à l’organisme

Exceptions : Diapositive 2



4. L’organisme n’exerce aucun contrôle direct sur les renseignements



5. Les renseignements portent sur des produits, notamment des étiquettes

Normes d’accessibilité internationales pour le Web

- Le World Wide Web Consortium (W3C) est une communauté internationale qui élabore des normes ouvertes pour assurer la croissance à long terme du Web.
- Les Règles pour l’accessibilité des contenus Web (WCAG) sont élaborées par le W3C, en collaboration avec des personnes et des organismes du monde entier.
- Leur objectif est de fournir une norme unique et commune pour l’accessibilité des contenus Web qui répond aux besoins des personnes, des organismes et des gouvernements à l’échelle internationale.



Règles pour l’accessibilité des contenus Web

- Les Règles pour l’accessibilité des contenus Web (WCAG) ont évolué au fil des ans et continuent d’être mises à jour par le W3C.
- La norme en matière de renseignements et de communication accessibles du Manitoba exige que les organismes **respectent le niveau de conformité AA des WCAG 2.1**.

Comment respecter les Règles pour l'accessibilité des contenus Web

- Les Règles pour l'accessibilité des contenus Web sont accessibles gratuitement sur le site Web du W3C.
    - ➢ Consulter l'outil de référence rapide sur les WCAG 2.
- Les organismes qui ne disposent pas de l'expertise interne nécessaire pour effectuer les mises à jour sont néanmoins tenus de se conformer à cette exigence légale.
- Un professionnel, comme un développeur Web, un concepteur Web ou un concepteur numérique, peut être le mieux à même d'aider les organismes à se conformer à ces règles.

Contenu Web accessible

- Les contenus Web comprennent toute information publiée sur le site Web d'un organisme au Manitoba.
- Le contenu Web doit atteindre le niveau de conformité AA des WCAG 2.1 dans les cas suivants :
    a) le contenu Web est nécessaire pour accéder à des biens et à des services;
    b) le contenu Web est nouvellement publié.
- Le site Web intranet ou l'« intranet » d'un organisme d'apprentissage et de garde de la petite enfance **n'est pas** tenu de respecter le niveau de conformité AA des WCAG 2.1.

Applications Web accessibles

- Une application Web est une application logicielle qui fonctionne sur un serveur Web et à laquelle les utilisateurs accèdent au moyen d'un navigateur Web.
- Les applications Web doivent respecter le niveau de conformité AA des WCAG 2.1 si :
    a. l'application est nouvellement publiée;
    b. l'application fait l'objet d'une mise à jour importante.
- Une mise à jour importante est une mise à jour d'une application qui en modifie les fonctionnalités, la base d'utilisateurs ou l'utilité.
- Les applications mobiles **ne sont pas** tenues de respecter le niveau de conformité AA des WCAG 2.1.

Exceptions liées aux contenus Web : diapositive 1



Les organismes ne sont pas tenus de respecter le niveau de conformité AA des WCAG 2.1 si l'une des situations ci-dessous s'applique :



1. il est techniquement impossible de publier le contenu Web ou l'application en conformité avec ce niveau;

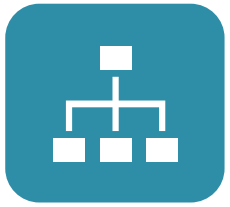


2. la technologie requise pour ce faire n'est pas facilement disponible;

Exceptions liées aux contenus Web : diapositive 2



3. cette mesure causerait un préjudice indu à l'organisme;



4. l'organisme n'exerce aucun contrôle direct sur le contenu ou l'application;



5. le contenu ou l'application porte sur des produits, notamment des étiquettes.



Exigences en matière de formation

Tout organisme au Manitoba veille à ce qu’une formation sur la communication accessible soit offerte aux employés, aux mandataires et aux bénévoles à qui sont confiées des attributions.

Formation : Qui

- Les employés, les mandataires ou les bénévoles qui fournissent des renseignements au public ou à d'autres organismes au Manitoba pour le compte de l'organisme
- Les personnes qui élaborent ou maintiennent les contenus Web
- Les personnes qui achètent ou acquièrent des outils de technologie de l'information ou de communication
- Les personnes qui élaborent ou mettent en œuvre des mesures, des politiques et des pratiques en matière de renseignements et de communication accessibles

Formation : Quand

La formation sur les renseignements et la communication accessibles doit être fournie aux personnes concernées dès qu'il est raisonnablement possible de le faire.

Une formation continue doit être offerte relativement aux modifications apportées aux mesures, aux politiques et aux pratiques en matière de renseignements et de communication accessibles.

Formation : Comment

Consultez le portail d’apprentissage en ligne de la Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains

lamformationmb.ca



Qui conserve le certificat d’achèvement de la formation?

Les participants recevront un certificat d’achèvement lorsqu’ils termineront un module de formation en ligne.

Nous encourageons les participants à conserver une copie du certificat d’achèvement dans leurs dossiers, en plus d’en fournir une copie au directeur ou à l’administrateur désigné de leur établissement d’apprentissage et de garde d’enfants.

Remarque : Une personne obligée de suivre une formation n’est pas tenue de reprendre la formation si elle a obtenu un certificat auprès d’un autre organisme.

Formation : Quoi

Le Règlement énonce que la formation doit comporter :

- un volet sur la reconnaissance, l'élimination et la prévention des barrières en matière de communication accessible;
- un volet sur la fourniture de renseignements en format accessible ou au moyen d'une aide à la communication;
- une revue de la Loi sur l'accessibilité pour les Manitobains et du Règlement sur la norme en matière de renseignements et de communication accessibles;
- un volet portant sur le Code des droits de la personne.

Consignation des politiques

Les établissements d'apprentissage et de garde d'enfants ayant au moins 50 employés au Manitoba sont tenus de consigner par écrit :

- les politiques sur la formation en matière de renseignements et de communication accessibles;
- le résumé du matériel de formation offert;
- le moment auquel la formation est offerte.

Les organismes du Manitoba doivent informer le public que les politiques sur la formation en matière d'accessibilité seront fournies sur demande.

Les organismes d’apprentissage et de garde d’enfants doivent-ils se conformer aux exigences s’appliquant aux établissements d’enseignement ou aux bibliothèques?

Non. Le Règlement n’inclut pas les centres d’apprentissage et de garde d’enfants dans sa définition d’établissement d’apprentissage et de garde d’enfants ni dans la définition de bibliothèque.

Ressources :

Secrétariat chargé de l’observation des dispositions sur l’accessibilité

- Répond aux questions relatives à la conformité avec la Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains et les normes d’accessibilité réglementées
- Examine les politiques d’accessibilité avant qu’elles ne soient définitives et fournit une rétroaction
- Propose des outils et des ressources additionnels pour aider votre organisme à améliorer l’accessibilité des services et à se conformer aux normes législatives

Ressources :

Bureau de l’accessibilité du Manitoba

- Le site **accessibilitemb.ca/index.fr.html** propose de nombreux outils pour favoriser l’accessibilité, ainsi que des ressources pour aider votre établissement d’enseignement à se conformer aux normes d’accessibilité.
- Abonnez-vous à Accessibility News (en anglais seulement), un bulletin d’information électronique mensuel, pour rester au courant des nouveautés en matière d’accessibilité.
- Une formation en ligne gratuite relative au Règlement sur la norme en matière de renseignements et de communication accessibles est offerte à l’adresse suivante : **lamformationmb.ca/index.html**.

Ressources :

Fonds pour l’accessibilité du Manitoba

- Programme annuel proposant des subventions uniques pour aider les organismes du Manitoba à lever les barrières, à créer de la sensibilisation et à se conformer à la Loi sur l’accessibilité pour les Manitobains.
- **Les demandes sont actuellement acceptées pour 2025-2026.**
- La date limite de présentation des demandes est le 14 février 2025.
- Consultez le site Web du Bureau de l’accessibilité du Manitoba **(accessibilitymb.ca/index.fr.html)** pour en savoir plus.

Questions



Je vous remercie de votre engagement à l’égard de l’accessibilité au Manitoba!

Coordonnées

Monika Bonsor

Responsable principale de la conformité en matière d'accessibilité

431 276-0904

Monika.Bonsor@gov.mb.ca

Secrétariat chargé de l'observation des dispositions sur l'accessibilité

204 792-0263

accessibilitycompliance@gov.mb.ca

Manitoba